

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



BUREAU, 167<sup>e</sup>  
SÉANCE

Vendredi 22 septembre 1967,  
à 15 h 30

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
<i>Adoption de l'ordre du jour de la vingt-deuxième session et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour: mémoire du Secrétaire général (suite)</i>	
<i>Point 62 (suite) . . . . .</i>	17
<i>Répartition des questions inscrites à l'ordre du jour . . . . .</i>	18
<i>Points proposés pour inscription à l'ordre du jour des séances plénières . . . . .</i>	19
<i>Points proposés pour inscription à l'ordre du jour de la Première Commission . . . . .</i>	19
<i>Points proposés pour inscription à l'ordre du jour de la Commission politique spéciale . . . . .</i>	19
<i>Points proposés pour inscription à l'ordre du jour de la Deuxième Commission . . . . .</i>	19
<i>Points proposés pour inscription à l'ordre du jour de la Troisième Commission . . . . .</i>	19
<i>Points proposés pour inscription à l'ordre du jour de la Quatrième Commission . . . . .</i>	22
<i>Points proposés pour inscription à l'ordre du jour de la Cinquième Commission . . . . .</i>	22
<i>Points proposés pour inscription à l'ordre du jour de la Sixième Commission . . . . .</i>	22
<i>Renvoi du point 93 . . . . .</i>	22
<i>Renvoi du point 96 . . . . .</i>	24
<i>Point 97 (suite) . . . . .</i>	24

*Président: M. Corneliu MANESCU (Roumanie).*

Adoption de l'ordre du jour de la vingt-deuxième session et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour: mémoire du Secrétaire général (suite)  
[A/BUR/168 et Corr.1, A/BUR/168/Add.1 à 3]

### POINT 62 (suite)

*Sur l'invitation du Président, M. Tinoco (Costa Rica) prend place à la table du Bureau.*

1. M. NARASIMHAN (Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale) appelle l'attention du Bureau sur le rectificatif (A/BUR/168/Corr.1) qui corrige le libellé du point 62 tel qu'il figure dans le mémoire du Secrétaire général (A/BUR/168); ce point qui était intitulé "Question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié" se lit maintenant "Création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme". Le Secrétariat regrette d'avoir, par suite d'une erreur, donné comme titre à ce point le titre de la résolution 1237 (XLII) du Conseil économique et social au lieu de s'être reporté au

point correspondant de l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

2. Le PRÉSIDENT propose, après avoir consulté certains membres du Bureau, d'intituler le point 62 "Création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme: rapport du Secrétaire général présenté à l'Assemblée générale aux termes de la résolution 1238 (XLII) du Conseil économique et social".

3. M. TINOCO (Costa Rica) dit que sa délégation ne s'opposera pas au libellé proposé par le Président à condition qu'il soit bien entendu que cela n'aura pas pour effet d'empêcher l'Assemblée générale d'examiner la recommandation que le Conseil économique et social a formulée dans sa résolution 1237 (XLII); si tel devait être l'effet de ce nouveau libellé, la délégation costa-ricienne insistera pour que l'on conserve le titre qui figure dans l'ordre du jour provisoire.

4. M. LOPEZ VILLAMIL (Honduras) soutient le point de vue du représentant du Costa Rica. L'Assemblée générale doit tenir compte à la fois des résolutions de l'Assemblée et de celles du Conseil.

5. M. ZOLLNER (Dahomey) appuie également la proposition du représentant du Costa Rica. Les mots "rapport du Secrétaire général présenté à l'Assemblée générale aux termes de la résolution 1238 (XLII) du Conseil économique et social" semblent obliger l'Assemblée à n'examiner que cette seule résolution, alors que dans sa résolution 1237 (XLII) le Conseil économique et social a également présenté des propositions précises comme suite à la résolution 2062 (XX) par laquelle l'Assemblée générale a demandé que la proposition de création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme soit transmise à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle l'examine sous tous ses aspects et fasse rapport à l'Assemblée générale, lors de sa vingt et unième session, par l'intermédiaire du Conseil. L'Assemblée générale doit donc examiner le rapport qu'elle a elle-même demandé, et le représentant du Dahomey propose d'ajouter à la fin du libellé suggéré par le Président les mots "et rapport du Conseil économique et social".

6. M. HAMBRO (Norvège) appuie la suggestion du Président et l'amendement proposé par le représentant du Dahomey. Le représentant de la Norvège estime qu'il est évident que le libellé du point 62 ne limitera pas la liberté de discussion de l'Assemblée générale.

7. M. EL-FARRA (Jordanie), soutenu par M. TOMEH (Syrie), dit que le fait qu'à sa vingt et unième session l'Assemblée générale a renvoyé l'examen de ce point

ne l'oblige pas à adopter un libellé particulier pour sa vingt-deuxième session. Au contraire, elle doit adopter pour sa présente session un libellé qui lui convienne. Le représentant de la Jordanie estime que le libellé du point 62 ne devrait pas prêter à controverse ni préjuger la question, pas plus qu'il ne devrait suggérer une solution avant que la question n'ait été examinée à fond. La Jordanie attache une importance considérable à cette question car plus de la moitié de sa population — plus d'un million de personnes — est soumise à l'occupation militaire israélienne et fait l'objet d'un traitement inhumain qui constitue une violation des droits de l'homme. La délégation jordanienne doute que l'on puisse résoudre un problème si grave en nommant une seule personne et préférerait donc que l'on conserve les mots "ou quelque autre organe international approprié" qui figurent dans l'ordre du jour provisoire et qui laissent la possibilité d'envisager d'autres solutions. Toutefois, si le Bureau approuve la proposition du Président, la délégation jordanienne se contentera de réserver sa position.

8. M. FAHMY (République arabe unie) fait remarquer qu'étant donné que le rapport du Conseil économique et social (A/6703) traite de la résolution 1237 (XLII) du Conseil, celle-ci sera obligatoirement examinée par l'Assemblée générale dans le cadre de la discussion sur le point 12 de l'ordre du jour. On ne cherche pas à éviter de mentionner cette résolution, mais si ceux qui la défendent insistent pour que l'on en parle, la logique veut que l'on fasse mention également des amendements proposés par la République-Unie de Tanzanie et de la documentation pertinente traduisant les divers points de vue exprimés, qui sont mentionnés dans la résolution 1238 (XLII) du Conseil.

9. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) note que, loin d'élargir le champ de la discussion, le libellé donné dans l'ordre du jour provisoire tel qu'on propose de le modifier aurait pour effet de limiter la solution à la nomination d'un Haut Commissaire aux droits de l'homme, ce à quoi la délégation tanzanienne ne peut s'engager à l'avance. Etant donné que le premier considérant de la résolution 1238 (XLII) mentionne la résolution 1237 (XLII) du Conseil économique et social, le représentant de la Tanzanie demande au représentant du Dahomey de retirer son amendement.

10. M. BUFFUM (Etats-Unis d'Amérique) estime que les difficultés auxquelles se heurte le Bureau sont dues au fait que l'on essaie d'ajouter quelque chose au libellé proposé par le Secrétariat dans le rectificatif au mémoire du Secrétaire général (A/BUR/168/Corr.1), qui formule de façon précise la question que l'Assemblée a décidé, à sa vingt et unième session, d'examiner au cours de sa vingt-deuxième session. Il est certainement présomptueux de la part du Bureau de chercher à ajouter ou à retirer quelque chose à ce que l'Assemblée générale a décidé lors de sa précédente session; la délégation des Etats-Unis est donc favorable au libellé proposé dans le rectificatif.

11. On aurait tort d'essayer, en proposant de changer ce libellé, d'orienter les débats de l'Assemblée ou de faire comme si la demande formulée par le Conseil n'existait pas. L'Assemblée doit donc discuter des deux importantes décisions prises par le Conseil,

c'est-à-dire de la résolution 1237 (XLII) du Conseil aussi bien que de sa résolution 1238 (XLII). Si le Bureau n'accepte pas le libellé proposé dans le rectificatif au mémoire du Secrétaire général, la délégation des Etats-Unis appuiera la suggestion du Président et l'amendement proposé par le représentant du Dahomey.

12. M. FAHMY (République arabe unie) déclare que pour éviter de prolonger le débat, il accepte le libellé proposé dans le rectificatif au mémoire du Secrétaire général (A/BUR/168/Corr.1). Mais la délégation de la République arabe unie reste très sceptique quant à la possibilité pour une seule personne de se charger d'une tâche aussi considérable et difficile que celle qui consiste à assurer le respect des droits de l'homme dans le monde entier. Le fait que le représentant de la République arabe unie accepte ce libellé ne préjuge donc en rien la position de sa délégation quant au fond de la question.

13. M. ZOLLNER (Dahomey) n'insistera pas pour faire adopter son amendement si le Bureau accepte le libellé proposé dans le rectificatif au mémoire du Secrétaire général (A/BUR/168/Corr.1).

14. M. FAKHREDDINE (Soudan) dit que sa délégation n'approuve pas ce libellé mais qu'elle l'acceptera pour se conformer aux vœux de la majorité.

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour le point 62 intitulé "Création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme".*

*M. Tinoco (Costa Rica) se retire.*

#### REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR

15. Le PRÉSIDENT invite le Bureau à examiner les propositions relatives à la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour qui figurent aux paragraphes 6 à 10 du mémoire du Secrétaire général (A/BUR/168 et Corr.1, A/BUR/168/Add.1 à 3).

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale de répartir les différents chapitres du rapport du Conseil économique et social (point 12 de l'ordre du jour) entre les grandes commissions conformément aux propositions formulées au paragraphe 7 du mémoire du Secrétaire général.*

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'examiner en séance plénière le point 23 de l'ordre du jour intitulé "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux" et de renvoyer à la Quatrième Commission tous les chapitres du rapport du Comité spécial relatif à des territoires particuliers.*

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'adopter la proposition relative au point 35 de l'ordre du jour qui figure au paragraphe 9 du mémoire du Secrétaire général.*

# POINTS PROPOSES POUR INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR DES SEANCES PLENIERES

16. M. ZOLLNER (Dahomey) propose que le point 65 relatif à la question du Sud-Ouest africain, que l'on a suggéré de renvoyer à la Quatrième Commission, soit examiné en séance plénière comme question importante et urgente, conformément à la procédure suivie par l'Assemblée à sa vingt et unième session.

17. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie), M. BENITES (Equateur) et M. MOLINA UREÑA (République dominicaine) appuient cette proposition.

18. M. NARASIMHAN (Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale) déclare que le Secrétariat a proposé que le point 65 soit renvoyé à la Quatrième Commission parce que cette Commission est seule à pouvoir entendre des pétitionnaires. Le rapport de la Quatrième Commission sur cette question pourrait toutefois être examiné en séance plénière de façon aussi détaillée que les délégations le désirent.

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale que la question intitulée "Question du Sud-Ouest africain" soit examinée en séance plénière et que les pétitionnaires demandant à prendre la parole sur cette question soient entendus par la Quatrième Commission.*

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'examiner en séance plénière les questions dont le renvoi en séance plénière est proposé dans le mémoire du Secrétaire général.*

# POINTS PROPOSES POUR INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR DE LA PREMIERE COMMISSION

19. Le PRESIDENT rappelle qu'à sa 165ème séance le Bureau a décidé de réunir les points 33 et 94 en un point unique intitulé:

"Question de Corée:

"a) Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée;

"b) Retrait des troupes des Etats-Unis et de toutes les autres troupes étrangères occupant la Corée du Sud sous le couvert des Nations Unies".

*Sous réserve de cette modification, le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour de la Première Commission les questions dont le renvoi à cette commission est proposé dans le mémoire du Secrétaire général.*

# POINTS PROPOSES POUR INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour de la Commission politique spéciale les questions dont le renvoi à cette commission est proposé dans le mémoire du Secrétaire général.*

# POINTS PROPOSES POUR INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR DE LA DEUXIEME COMMISSION

20. Le PRESIDENT rappelle qu'à sa 165ème séance le Bureau a décidé de recommander que le point 47 (Développement régional) soit supprimé de l'ordre du

jour et que le libellé du point 48 relatif à l'assistance alimentaire multilatérale soit modifié.

*Sous réserve de ces modifications, le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour de la Deuxième Commission les questions dont le renvoi à cette commission est proposé dans le mémoire du Secrétaire général.*

# POINTS PROPOSES POUR INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR DE LA TROISIEME COMMISSION

21. M. BUFFUM (Etats-Unis d'Amérique) propose que le point 61 (Question du châtiement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité) soit renvoyé à la Sixième Commission plutôt qu'à la Troisième. Le Secrétaire général déclare dans le deuxième additif à son mémoire (A/BUR/168/Add.2) que cette question est étroitement liée aux questions relatives aux droits de l'homme "et présente d'importants aspects juridiques". Un accord général est intervenu à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social sur le principe fondamental selon lequel les criminels de guerre et les individus coupables de crimes contre l'humanité devraient être poursuivis et châtiés quel que soit le moment où leurs crimes ont été commis. Par conséquent, la tâche essentielle de l'Assemblée générale consiste actuellement à élaborer une convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et il existe deux raisons valables pour lesquelles cette tâche devrait être confiée à la Sixième Commission.

22. En premier lieu, l'organe chargé de l'élaboration initiale de la convention devra examiner des problèmes de caractère juridique nombreux et complexes. Il faudra se référer au statut de la Cour militaire internationale de Nuremberg et à la Convention de Genève de 1949. En outre, sous sa forme finale, la convention aura une influence directe sur le droit criminel des Etats Membres.

23. En second lieu, alors que la Troisième Commission a déjà un ordre du jour très chargé pour la vingt-deuxième session, la Sixième Commission a un programme de travail beaucoup moins dense. Dans sa résolution 362 (IV), en date du 22 octobre 1949, l'Assemblée générale a fait sienne une recommandation de la Commission spéciale des méthodes et des procédures de l'Assemblée générale selon laquelle les questions qui peuvent être considérées comme relevant de la compétence de deux ou de plus de deux commissions devraient être renvoyées de préférence à la commission dont l'ordre du jour est le moins chargé. Si le point 61 était renvoyé à la Sixième Commission, le Bureau suivrait un précédent établi à la vingtième session, où la Sixième Commission s'est vu confier la tâche d'élaborer une déclaration sur le droit d'asile. La proposition du représentant des Etats-Unis n'exclut naturellement pas la possibilité que des consultations aient lieu quant au fond de la question entre les Troisième et Sixième Commissions, comme il est suggéré dans le deuxième additif au mémoire du Secrétaire général.

24. M. EL-FARRA (Jordanie) ne partage absolument pas l'opinion du représentant des Etats-Unis. Le point 61 pose des questions d'ordre moral, politique

et humanitaire, aussi bien que juridique. L'affirmation du représentant des Etats-Unis selon laquelle tout ce qui reste à faire est d'élaborer une convention sur le châtiement des criminels de guerre est pour le moins contestable. Même si cette affirmation était exacte, il n'appartiendrait pas à un organe comme le Bureau, qui est chargé uniquement de questions de procédure, de l'examiner. Etant donné que le point 61 porte essentiellement sur des questions relatives aux droits de l'homme, il devrait être en premier lieu renvoyé à la Troisième Commission, laquelle pourrait, si elle le juge bon, renvoyer ultérieurement la question à la Sixième Commission. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que la question de l'élaboration d'une déclaration sur le droit d'asile avait été renvoyée à la Sixième Commission, mais cette question a été en fait confiée en premier lieu à la Troisième Commission, laquelle l'a ensuite renvoyée à la Sixième Commission. Les observations du représentant des Etats-Unis quant au programme de travail des différentes commissions sont sans rapport avec le problème. Toute question intéressant au premier chef la Troisième Commission devrait être renvoyée à cette commission, indépendamment du nombre des questions déjà inscrites à son ordre du jour.

25. La délégation jordanienne tient vivement à ce que le point 61 soit examiné en détail à la présente session étant donné que les agresseurs israéliens ont commis et continuent de commettre de sang-froid des crimes de guerre contre le peuple jordanien.

26. M. BENITES (Equateur) estime que le point 61 pourrait être séparé en deux éléments distincts: en premier lieu, la question des crimes commis en temps de guerre et caractérisés par des actes de cruauté et de violence et, en second lieu, les crimes contre l'humanité commis en d'autres circonstances, tels que la détention de prisonniers dans des camps de concentration. Dans les deux cas, ces crimes constituent une violation du droit à la vie, du droit de ne pas être arrêté arbitrairement et d'autres droits de l'homme. Toutefois, le problème essentiel qui doit être examiné dans le cadre du point 61 est avant tout d'ordre juridique — à savoir l'élaboration d'une nouvelle législation en vertu de laquelle les criminels de guerre et les individus coupables de crimes contre l'humanité pourraient être châtiés quel que soit le moment où leurs crimes ont été commis. Il existe dans les systèmes juridiques de tous les Etats un principe établi selon lequel les criminels ne peuvent être poursuivis qu'aux termes d'une loi qui était en vigueur avant que leurs crimes n'aient été commis. Ce principe a provoqué certaines difficultés à la Cour de Nuremberg; et afin d'éviter toute répétition d'une situation au cours de laquelle un tribunal poursuivrait des criminels en vertu de lois qui n'étaient pas en vigueur lorsque les crimes ont été commis, la communauté internationale tient vivement à établir une nouvelle série de lois en vertu desquelles tous les criminels de guerre et toutes les personnes coupables de crimes contre l'humanité pourront être poursuivis et châtiés à l'avenir. L'élaboration d'une convention qui impliquerait l'établissement de nouvelles règles de droit international pénal doit être incontestablement confiée à la commission qui s'occupe des questions juridiques, et le représentant de l'Equateur appuie

la proposition tendant à ce que le point 61 soit renvoyé à la Sixième Commission.

27. Mme RADIC (Yougoslavie) dit que les problèmes que pose le point 61 sont avant tout d'ordre humanitaire; ce caractère a été effectivement reconnu par la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social et la Troisième Commission. Il est vrai qu'il se pose également certains problèmes juridiques, mais ils pourraient être examinés plus tard, au moment où l'Assemblée générale en arriverait à l'élaboration d'une convention sur cette question. En tant que Présidente de la Troisième Commission, la représentante de la Yougoslavie estime que la question devrait être renvoyée tout d'abord à cette commission, mais elle souscrit à la proposition du Secrétaire général tendant à ce que les Troisième et Sixième Commissions constituent un groupe de travail mixte qui serait chargé d'examiner la question, étant entendu que le rapport de cette commission mixte serait soumis pour examen à la Troisième Commission.

28. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) pense lui aussi que le point 61 devrait être renvoyé à la Troisième Commission. L'examen de cette question, abordé d'un point de vue purement juridique, resterait tout à fait stérile. Si la question est renvoyée à la Sixième Commission, les délégations seront sans aucun doute empêchées de se référer aux crimes contre l'humanité qui sont commis en Afrique du Sud ou en Rhodésie du Sud, motif pris de ce que l'ONU n'a pas le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des Etats.

29. En renvoyant la question tout d'abord à la Troisième Commission, l'Assemblée générale adopterait la pratique ordinairement suivie par les administrations nationales. Les gouvernements qui envisagent l'adoption d'une loi nouvelle renvoient toujours leurs propositions au parlement aux fins d'examen général; ce n'est que plus tard, lorsqu'un accord est intervenu sur la portée de cette loi, que les propositions sont renvoyées aux juristes en vue d'une mise au point détaillée.

30. M. HAMBRO (Norvège) dit qu'en tant que Président de la Sixième Commission il a été très sensible aux arguments du représentant des Etats-Unis en faveur du renvoi du point 61 à cette commission. Toutefois, comme plusieurs autres délégations insistent pour que la question soit examinée en premier lieu par la Troisième Commission, il serait peut-être préférable de l'inscrire à son ordre du jour, étant entendu que l'on réserverait une possibilité de collaboration entre les deux commissions à un stade ultérieur.

31. M. MENA SOLORZANO (Nicaragua) estime que, pour les raisons exposées par le représentant de l'Equateur, le point 61 devrait être renvoyé à la Sixième Commission.

32. M. BUFFUM (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que c'est à la Sixième Commission qu'a été confiée la tâche de rédiger une déclaration sur le droit d'asile, justement parce que la Troisième Commission n'avait pas eu le temps de s'en charger. D'après les dispositions provisoires envisagées pour la vingt-deuxième session, il a été proposé de renvoyer quinze questions

à la Troisième Commission et six seulement à la Sixième. La Troisième Commission est déjà appelée à examiner le projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, ainsi qu'un projet de déclaration et un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. Il n'est guère raisonnable d'attendre d'elle qu'au cours de la même session elle mette aussi au point une convention sur le châtimement des criminels de guerre.

33. Il faudra tout d'abord que l'Assemblée générale parvienne à un accord sur une définition, aux fins de la convention, de ce que l'on entend par crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et les problèmes de ce genre doivent être renvoyés à la seule commission compétente pour les traiter, c'est-à-dire la Sixième Commission. C'est cette commission qui a élaboré le texte de la résolution 95 (I) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1946, relative à la confirmation des principes de droit international reconnus par le statut de la Cour de Nuremberg, le texte de la résolution 96 (I), en date du 11 décembre 1946, sur le crime de génocide et le texte de la résolution 177 (II), en date du 21 novembre 1947, sur la formulation des principes reconnus par le statut de la Cour de Nuremberg et dans l'arrêt de cette Cour. Il est donc incontestable que la Sixième Commission a déjà une vaste expérience en ce qui concerne la question du châtimement des criminels de guerre et des personnes coupables de crimes contre l'humanité.

34. M. KIKHIA (Libye) pense, comme les représentants de la Jordanie, de la Yougoslavie et de la République-Unie de Tanzanie, que le point 61 devrait être renvoyé tout d'abord à la Troisième Commission. La Sixième Commission est composée de juristes et autres spécialistes et elle a pour mandat de codifier la pratique juridique en vigueur. Confier à cette commission la tâche d'élaborer une convention avant que les aspects politiques et humanitaires de la question aient été examinés à fond par la Troisième Commission entraînerait une perte de temps considérable.

35. M. LOPEZ VILLAMIL (Honduras) estime lui aussi qu'il conviendrait de renvoyer tout d'abord le point 61 à la Troisième Commission. Il fait observer que la proposition du Secrétaire général tendant à ce que les Troisième et Sixième Commissions constituent un groupe de travail mixte chargé d'examiner la question a été appuyée par la Présidente de la Troisième Commission. Le représentant du Honduras pense que cette proposition constitue un compromis raisonnable; en effet, les aspects humanitaires de la question pourraient être examinés par les représentants de la Troisième Commission et les aspects juridiques par les représentants de la Sixième.

36. M. ZOLLNER (Dahomey) fait observer que le point 61 a, dès le début, été considéré comme constituant une question essentiellement humanitaire qui, de ce fait, a été examinée par la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social, et non pas par la Commission de droit international et la Sixième Commission. Ce n'est que récemment que l'on a souligné les aspects juridiques du problème.

37. Etant donné son historique, cette question devrait être renvoyée à la Troisième Commission. Quoi qu'il

en soit, M. Zollner souscrit, comme le représentant du Honduras, à la proposition du Secrétaire général tendant à ce qu'elle soit examinée par un groupe de travail mixte, ce qui permettrait aux représentants de la Sixième Commission d'étudier comme il convient ses aspects juridiques.

38. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que les interventions précédentes ont pleinement démontré qu'il n'y a pas de motifs valables à l'appui de la proposition tendant à renvoyer le point 61 à la Sixième Commission en raison de ses aspects juridiques. Il ressort clairement des arguments présentés par la Présidente de la Troisième Commission, le Président de la Sixième Commission et par d'autres représentants que la question, par sa nature même, relève de la compétence de la Troisième Commission. Le représentant des Etats-Unis a fait valoir qu'elle devait être renvoyée à la Sixième Commission parce que cette dernière a un ordre du jour moins chargé que la Troisième Commission; or, le règlement intérieur ne contient aucune disposition prévoyant que le renvoi des questions aux grandes commissions doit se faire selon le principe d'une répartition égale.

39. Il est évident que la position de la délégation des Etats-Unis à l'égard des aspects procéduraux du problème est dictée par des arrière-pensées. Le recours à des manœuvres et à des arguties de procédure est injustifiable, lorsqu'il s'agit d'une question aussi importante. Des manœuvres de ce genre, quels qu'en soient les motifs, ne contribueront qu'à empêcher de traduire en justice un nombre considérable de criminels de guerre.

40. A l'origine, le point 61 a été inscrit à l'ordre du jour des organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme, et il n'y a pas de raison d'adopter une attitude différente à l'heure actuelle, d'autant plus que la Troisième Commission a déjà examiné la question. Le châtimement des criminels de guerre est un problème urgent, et le renvoi du point 61 d'une commission à l'autre ne ferait que provoquer des retards et des délais inutiles. La délégation de l'URSS estime que les propositions contenues dans le deuxième additif au mémoire du Secrétaire général constituent un moyen pratique et efficace d'aborder la question.

41. M. EL-FARRA (Jordanie) pense qu'il est injustifié de renvoyer le point 61 à la Sixième Commission sous le seul prétexte que cet organe a un ordre du jour moins chargé; les questions doivent être renvoyées à une commission parce qu'elles relèvent de sa compétence, et non pas pour des raisons de commodité. La nécessité de disposer d'une convention sur le châtimement des criminels de guerre et des personnes qui ont commis des crimes contre l'humanité ne devrait pas empêcher le renvoi de la question à la Troisième Commission, laquelle a déjà élaboré de nombreuses conventions et déclarations internationales en sollicitant, le cas échéant, l'opinion autorisée de la Sixième Commission. La question doit donc être renvoyée à la Troisième Commission, qui est pleinement compétente pour l'examiner. La délégation jordanienne se propose de saisir cette commission d'une affaire caractérisée par une inob-

servation totale des droits de l'homme dans le Moyen-Orient.

42. M. BENITES (Equateur) dit que l'opinion de sa délégation selon laquelle la question devrait être renvoyée à la Sixième Commission se fonde sur des arguments logiques dont la délégation de l'URSS a, par le passé, reconnu le bien-fondé. C'est ainsi que l'URSS n'a jamais soulevé d'objections lorsque des questions telles que la juridiction criminelle internationale et les crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité — questions étroitement liées au point en discussion — ont été renvoyées à la Sixième Commission.

43. M. BUFFUM (Etats-Unis d'Amérique) déclare que la tentative qui a été faite pour mettre en doute les motifs dont sa délégation est animée ne se justifie nullement et ne sert les intérêts ni du Bureau ni de l'Organisation des Nations Unies. Sa délégation a présenté cette proposition parce qu'elle croit que la Sixième Commission est l'organe le mieux en mesure de traiter rapidement la question et d'élaborer en la matière une convention internationale à laquelle les Etats-Unis attachent une grande importance. Toutefois, comme de nombreux représentants préfèrent que cette question soit renvoyée à la Troisième Commission, M. Buffum n'insistera pas sur sa proposition. Il appuiera le renvoi de la question à la Troisième Commission, étant entendu que sa Présidente consultera le Président de la Sixième Commission et qu'ensemble, ils envisageront la possibilité de créer un groupe de travail mixte chargé de traiter la question, comme le propose le Secrétaire général dans le deuxième additif à son mémoire.

44. Le PRESIDENT dit que s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Bureau décide de renvoyer le point 61 à la Troisième Commission, étant entendu que sa Présidente consultera le Président de la Sixième Commission, et qu'ensemble, ils envisageront la possibilité de créer un groupe de travail mixte dont le rapport sera examiné par la Troisième Commission.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour de la Troisième Commission toutes les autres questions dont le renvoi à cette commission est proposé dans le mémoire du Secrétaire général.*

#### POINTS PROPOSES POUR INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR DE LA QUATRIEME COMMISSION

45. Le PRESIDENT fait observer que, conformément aux décisions que le Bureau a déjà prises au cours de la présente séance, le titre du point relatif au Sud-Ouest africain, qui est proposé pour inscription à l'ordre du jour de la Quatrième Commission, doit être modifié et se lire "Question du Sud-Ouest africain (audition de pétitionnaires)" et qu'il y a lieu d'ajouter à la liste de questions soumises à l'examen de la Quatrième Commission un point intitulé "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indé-

pendance aux pays et aux peuples coloniaux (chapitres relatifs à des territoires particuliers)".

*Sous réserve de ces modifications, le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour de la Quatrième Commission les questions dont le renvoi à cette commission est proposé dans le mémoire du Secrétaire général.*

#### POINTS PROPOSES POUR INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR DE LA CINQUIEME COMMISSION

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour de la Cinquième Commission les questions dont le renvoi à cette commission est proposé dans le mémoire du Secrétaire général.*

#### POINTS PROPOSES POUR INSCRIPTION A L'ORDRE DU JOUR DE LA SIXIEME COMMISSION

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire à l'ordre du jour de la Sixième Commission les questions dont le renvoi à cette commission est proposé dans le mémoire du Secrétaire général.*

#### RENOI DU POINT 93

46. Le PRESIDENT rappelle qu'à la 166ème séance le représentant des Etats-Unis a proposé que le point 93 intitulé "Déclaration et traité relatifs à l'utilisation exclusive à des fins pacifiques des fonds marins et océaniques au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et à l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité" soit renvoyé à la Première Commission.

47. M. BENITES (Equateur) estime que la question, encore que son libellé soit imprécis, est d'un caractère essentiellement juridique et devrait être examinée dans l'ambiance sereine de la Sixième Commission plutôt que d'être soumise aux vicissitudes des débats politiques de la Première Commission. La question met en jeu nombre de concepts importants du droit international et devrait être confiée à des juristes.

*Sur l'invitation du Président, M. Pardo (Malte) prend place à la table du Bureau.*

48. M. PARDO (Malte) déclare que la question revêt un grand intérêt pour la communauté internationale, et ce pour des raisons économiques et de sécurité. Les progrès techniques récents ont rendu possible l'utilisation des fonds océaniques à des fins militaires et l'exploitation rentable de leurs immenses ressources minérales. Le libellé de la question a été soigneusement pesé comme on peut s'en rendre compte à la lecture du mémoire explicatif joint à la demande d'inscription présentée par la délégation maltaise (A/3695). Les tenants du renvoi de la question à la Sixième Commission ont parlé de la nécessité d'élaborer un traité, mais la délégation maltaise estime qu'il s'agirait là d'une mesure prématurée à l'heure actuelle. Elle a proposé l'inscription de ce point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale afin de porter certains faits importants à l'attention de la communauté internationale, laquelle les examinera et décidera des mesures à prendre. La question devrait être renvoyée à la Première Commission, qui a déjà...



été saisie du problème analogue des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Si cette commission suivait la procédure suggérée par la délégation maltaise, elle déciderait tout d'abord qu'il faut élaborer une déclaration et, ensuite, un traité. C'est à ce stade que les avis juridiques de la Sixième Commission seront très utiles.

49. M. FERNANDINI (Pérou) estime qu'en dépit de ses incidences politiques le point 93 est essentiellement un problème juridique et, en tant que tel, relève comme il se doit de la Sixième Commission.

50. M. LOPEZ VILLAMIL (Honduras) ne voit pas très bien pourquoi la question serait du ressort exclusif de la Première Commission. Elle a des incidences multiples, qui vont bien au-delà du domaine purement politique, et de nombreux représentants ont estimé que d'autres commissions étaient intéressées.

51. Certains pays reconnaissent des limitations à la juridiction nationale; d'autres sont d'un avis différent. La limite des trois milles n'est pas acceptée universellement, et il est évident que la question en discussion touche aux intérêts de chaque pays. En effet, les ressources vivantes de la haute mer — plancton, algues, etc. — intéressent l'humanité tout entière, de même que les ressources archéologiques, techniques et minérales des fonds marins et océaniques et les questions des eaux territoriales et des courants chauds et salins. Le courant de Humboldt fait l'objet d'une législation spéciale commune au Pérou et à l'Equateur: il s'agit là d'un fait nullement exceptionnel. Il existe de nombreux exemples de législation portant sur les intérêts juridiques et préférentiels liés à la haute mer et à son exploitation. Les ressources de la mer doivent être exploitées au bénéfice de l'humanité tout entière, mais il faut tout d'abord les définir, de même que les usages que l'on envisage d'en faire. La haute mer est un domaine auquel seul le principe du *res nullius* peut s'appliquer, comme le démontrent amplement les instruments juridiques approuvés par la Sixième Commission. Ce qui fait l'importance du droit, c'est qu'il embrasse les multiples aspects d'une question donnée. Le point 93 de l'ordre du jour met en jeu des problèmes qui intéressent la Deuxième Commission et même la Troisième Commission. La définition de l'intérêt national n'est pas seulement une question politique, et si le Bureau renvoie la question à la Première Commission, on court le danger de négliger certains aspects autres que les aspects purement politiques.

52. M. KIKHIA (Libye) convient que la question met en jeu nombre d'intérêts juridiques, économiques et autres, mais il estime qu'au stade actuel, les considérations politiques dominent toutes les autres et que c'est à elles qu'il faut s'attaquer en premier lieu. L'objectif primordial est de veiller à ce que les richesses de la mer soient exploitées de manière exclusivement pacifique dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Sans préjuger l'attitude qu'elle pourrait éventuellement adopter quant au fond, la délégation libyenne estime qu'il y a lieu de renvoyer la question à la Première Commission.

53. M. HAMBRO (Norvège) fait observer qu'il y a manifestement accord général pour inscrire la question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Toute-

fois, la délégation maltaise ayant proposé l'élaboration d'une déclaration et d'un traité, il a du mal à comprendre comment elle peut affirmer que la question ne revêt aucun caractère juridique. M. Hambro se demande s'il est essentiel de désigner immédiatement la Commission qui devra examiner la question. Vu la portée de cette dernière, il est peu probable qu'à la vingt-deuxième session on puisse faire davantage que procéder à un examen préliminaire. M. Hambro propose d'ajourner la décision, afin de permettre des consultations officieuses plus poussées et de laisser à la délégation maltaise le temps nécessaire pour établir un mémoire plus détaillé.

54. M. BENITES (Equateur) pense, comme le représentant de la Norvège, qu'il serait non de se réserver davantage de temps pour examiner plus à fond les problèmes qui se posent. Sa délégation est consciente de l'importance de la question et n'est certainement pas opposée à son inscription à l'ordre du jour. Il s'agit tout d'abord de décider si, en fait, la haute mer est susceptible d'appropriation.

55. M. FAKHREDDINE (Soudan) appuie la proposition de la Norvège.

56. M. FAHMY (République arabe unie) dit que, puisque, de l'avis général, la question doit être inscrite à l'ordre du jour, il ne voit pas quels renseignements supplémentaires la délégation norvégienne demande à la délégation maltaise de fournir. Il importe relativement peu de savoir si la question doit être confiée à la Première ou à la Sixième Commission. Ce qui importe, c'est qu'elle soit discutée librement et ouvertement, et que les délégations échangent sans réticence les renseignements voulus. Si la question est confiée à la Sixième Commission, elle fera sans doute l'objet d'un long débat juridique.

57. M. HAMBRO (Norvège) dit que sa délégation n'est parvenue à aucune conclusion définitive. Il a été très sensible aux points de vue exprimés par les représentants du Pérou et de l'Equateur et souhaite avoir des renseignements plus complets que ceux que l'on trouve dans la demande d'inscription présentée par la délégation maltaise (A/6695). Un supplément d'informations faciliterait la discussion. Le Secrétariat pourrait peut-être indiquer s'il y a un inconvénient quelconque à ajourner la décision à prendre sur le choix de la Commission qui devra étudier la question.

58. M. STAVROPOULOS (Sous-Secrétaire, Conseiller juridique) dit qu'il n'y a ni règle ni précédent qui s'oppose à l'ajournement de cette décision. Le Bureau pourrait recommander l'inscription de la question à l'ordre du jour de l'Assemblée, tout en indiquant dans son rapport qu'une recommandation regardant le choix de la Commission sera formulée par la suite.

59. M. HAMBRO (Norvège) propose que le Bureau procède comme le Conseiller juridique l'a indiqué.

60. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) fait observer que, la délégation maltaise ayant déjà présenté un mémoire, il serait peu conforme à la règle qu'elle en présente un second. En outre, le Bureau s'est engagé dans une discussion sur le fond même de la question, alors qu'on lui demande seulement de décider de la Commission à laquelle cette

question doit être confiée. Les problèmes qui se posent ne seront certainement pas résolus au cours de la présente session, comme on s'en rend compte en songeant au temps qu'il a fallu pour rédiger un instrument sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. La question du choix de la Commission pourrait être résolue simplement par un vote immédiat. Le Bureau doit adopter une attitude souple. Si la question était inscrite à l'ordre du jour de la Première Commission, on pourrait demander au Président de cette commission de consulter le Président de la Sixième Commission pour ce qui est des aspects juridiques de la question.

61. M. EL-FARRA (Jordanie) dit qu'il est partisan d'ajourner toute décision concernant le choix de la Commission qui sera chargée d'étudier la question, afin de donner aux délégations le temps de réunir des renseignements d'ordre technique sur lesquels elles pourront fonder leur décision.

62. M. BENITES (Equateur) fait observer que la discussion sur le fond même de la question a un rapport direct avec la décision à prendre et n'est pas contraire aux règles, en vertu de l'article 40 du règlement intérieur de l'Assemblée.

63. M. FAKHREDDINE (Soudan) dit que, de toute évidence, le Bureau n'a pas épuisé la discussion de la question. Il appuie donc la proposition de la Norvège.

64. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) dit que, puisque la plupart des membres du Bureau ont manifestement besoin d'un certain temps de réflexion, il n'insistera pas pour que l'on passe immédiatement au vote.

65. M. BENITES (Equateur) pense qu'il importe avant tout de ne pas laisser la question en suspens. Toutefois, le règlement intérieur n'exige pas que le Bureau décide immédiatement du choix de la Commission, et aucun précédent ne sera enfreint si cette décision est ajournée.

66. M. MOLINA UREÑA (République Dominicaine) rappelle que le Secrétaire général a proposé que le point 61 soit confié à la Troisième Commission et que le Président de cette dernière consulte le Président de la Sixième Commission lorsqu'il le jugera nécessaire. Il serait peut-être sage d'adopter une procédure semblable dans le cas présent.

67. Sir Leslie GLASS (Royaume-Uni) dit que, par le passé, les Nations Unies ont consacré beaucoup de temps à discuter des erreurs que l'humanité a déjà commises. C'est là une raison de plus pour engager au plus tôt un débat sur les perspectives ouvertes par les progrès techniques. La délégation maltaise s'est bornée à demander un examen préliminaire des problèmes qui se posent; il faudra des années pour conclure le débat, et le Bureau a le devoir de veiller à ce que la discussion s'engage.

*Par 14 voix contre une, avec 6 abstentions, le Bureau décide de différer sa recommandation concernant le renvoi de la question intitulée "Déclaration et traité relatifs à l'utilisation exclusive à des fins pacifiques des fonds marins et océaniques au delà des limites de la juridiction nationale actuelle et à*

*l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité".*

*M. Pardo (Malte) se retire.*

#### RENOI DU POINT 96

68. M. EL-FARRA (Jordanie) fait observer, au sujet du point 96 (A/BUR/168/Add.1), que le Bureau a déjà décidé, lors de sa 166ème séance, d'inscrire ce point à l'ordre du jour de l'Assemblée en tant que question hautement prioritaire et il propose que la question soit examinée en séance plénière.

*Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'examiner en séance plénière la question intitulée "La situation au Moyen-Orient".*

#### POINT 97 (suite)

69. M. STAVROPOULOS (Sous-Secrétaire, Conseiller juridique), parlant au sujet du point 97 intitulé "La situation qui s'est créée entre la Guinée et la Côte d'Ivoire, mettant en jeu l'application de la section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies" (A/BUR/168/Add.3), rappelle que le Secrétaire général a déjà informé le Bureau que, selon des informations non officielles, les personnes détenues respectivement en Guinée et en Côte d'Ivoire ont été relâchées. Le Secrétaire général a indiqué que, s'il devait recevoir prochainement la confirmation officielle de la libération des détenus, il serait peut-être amené à modifier le libellé de la question. Il n'a pas encore reçu cette confirmation, mais il tiendra le Bureau informé de la suite des événements.

70. Le Secrétaire général accueille avec satisfaction les efforts déployés par l'Organisation de l'unité africaine pour aider à résoudre le problème, mais il s'estime obligé, en même temps, de souligner que la question relève inévitablement de l'Organisation des Nations Unies, dans la mesure où elle met en jeu l'application de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Toute action de l'Organisation des Nations Unies en la matière complètera les efforts de l'Organisation de l'unité africaine.

71. M. ZOLLNER (Dahomey) estime qu'il convient d'ajourner toute décision sur l'inscription de la question à l'ordre du jour. On ne dispose d'aucune information officielle sur la situation, qui évolue rapidement. Les propres sources d'information de la délégation dahoméenne indiquent qu'un règlement est proche et que l'on s'attend à une déclaration officielle dans l'avenir immédiat.

72. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) fait observer que le problème est un sujet de préoccupation depuis plusieurs mois déjà et que, chaque fois qu'il a été abordé, on a laissé entendre qu'un règlement était proche. La délégation tanzanienne n'est absolument pas persuadée que, si la décision concernant l'inscription de la question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale est ajournée, un règlement s'ensuivra. M. Malecela voudrait savoir si le Secrétaire général a de bonnes raisons de penser que la situation changera.

73. M. STAVROPOULOS (Sous-Secrétaire, Conseiller juridique) dit que le Secrétaire général n'a reçu



aucune assurance précise, bien que plusieurs délégations aient recueilli l'impression que des faits nouveaux étaient imminents. Le Secrétaire général n'aurait pas d'objection à ce que l'on ajourne au lundi 25 septembre la décision relative à l'inscription de la question à l'ordre du jour.

74. M. FAKHREDDINE (Soudan) note que le Secrétaire général a indiqué que, si les rapports étaient confirmés, la question pourrait être présentée sous une autre forme. Même si l'affaire est réglée, la question doit être discutée, car elle met en cause les privilèges et les immunités des Nations Unies. Dans tous les cas, en l'absence de toute confirmation d'un règlement, il n'y a aucune raison pour ne pas inscrire la question à l'ordre du jour.

75. M. FAHMY (République arabe unie) partage entièrement les vues des représentants de la République-Unie de Tanzanie et du Soudan.

76. M. CHAYET (France) dit que, puisque le Secrétaire général, qui a proposé à l'origine d'inscrire la question à l'ordre du jour, n'est pas opposé maintenant à ce que l'on ajourne la décision à prendre à ce sujet, la délégation française est favorable à un ajournement.

77. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) indique que sa délégation est prête à accepter l'ajournement de la décision, mais espère qu'on ne dira pas au Bureau, lorsque celui-ci reprendra la question, que la situation va encore évoluer.

78. M. ZOLLNER (Dahomey) dit que sa délégation n'est pas opposée à l'inscription de la question à l'ordre du jour, car, comme l'a fait observer le représentant du Soudan, elle y figurera en fin de compte sous une forme ou sous une autre. Il n'y a eu aucun fait nouveau susceptible d'expliquer pourquoi le Bureau reviendrait sur sa première décision tendant à différer l'examen de la question.

79. M. KIKHIA (Libye) se déclare d'accord avec les représentants de la République-Unie de Tanzanie et du Soudan. Si le problème était résolu dans l'avenir immédiat, l'Assemblée pourrait toujours rayer la question de son ordre du jour.

80. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a aucune objection, il considérera que le Bureau a décidé d'ajourner la décision concernant la question.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 19 h 30.*